

Service Public Fédéral Finances Administration générale de la Trésorerie Caisse des Dépôts et Consignations

Editeur responsable : Monsieur Alexandre De Geest, Administrateur général de l'Administration Générale de la Trésorerie



AVANT-PROPOS

En 2016, nous avons opté pour une stratégie ambitieuse et tout autant nécessaire, réinventer la Caisse des Dépôts et Consignations pour en faire un partenaire public pleinement inscrit dans son temps. Nous avons commencé par nous atteler à standardiser et simplifier nos processus, à réduire la charge administrative de nos clients et avons investi dans le développement d'un e-service 100% digital et automatisé au maximum, à savoir "e-DEPO".

Jusqu'à aujourd'hui, nous poursuivons nos efforts en intégrant successivement les catégories de fonds dont nous avons la gestion dans notre nouvelle offre de service en ligne, catégories jusque-là gérées dans des applications devenues obsolètes et non accessibles à nos clients. Nous comptabilisons en fin d'année 2021 pas moins de 400.000 dossiers ouverts dans e-DEPO pour un capital de 1,17 Mds €.

En plus d'améliorer notre offre de service, la volonté de nous réinventer nous a amené à l'élargir. Une nouvelle catégorie "compte de dépôt" a été créée en 2021. Destinée aux institutions publiques locales, elle leur offre une solution rapide et gratuite pour déposer leurs fonds à un taux d'intérêt nul. Cette offre de service est venue répondre au constat que certaines communes et écoles disposent de fonds sur lesquels des taux d'intérêt négatifs sont pratiqués.

En conclusion pour cette année 2021, si la Caisse des Dépôts et Consignations doit encore terminer sa réinvention en intégrant ses derniers flux financiers dans son nouvel environnement 100% digital, nous observons dès à présent l'impact positif du chemin emprunté.

La CDC veut s'inscrire comme un acteur financier public premier en termes d'offre de service mais également de gestion active des fonds qui lui sont confiés. Ces dernières années, le capital global des fonds déposés à la CDC a augmenté pour atteindre 4,1 Mds € en 2021. Une partie de ces fonds participe depuis 2013 à la consolidation des actifs financiers des administrations publiques et ce dans l'optique d'une réduction du taux d'endettement. En 2021, le gouvernement a décidé que la CDC utilisera une partie de ces fonds pour prêter 1.2 Mds € à la Région wallonne (prêt en 2022 pour la reconstruction post inondations).

Alexandre De Geest

MISSIONS - AMBITIONS

Administrateur général Alexandre DE GEEST Coordination Opérationnelle et Communication (COC) Questions Garanties d'État Caisse des Financières Opérations Monnaie Royale Dépôts et Compliance nternationales & Contrôles Financières du de Belgique (COM) financiers Consignations et Trésor (MRB) Européennes (CDC) (OFT) (QFIE)

MISSIONS - AMBITIONS

À la Caisse des Dépôts et Consignations, notre vocation principale est la même depuis toujours : gérer les différents dépôts qui nous sont confiés, avant de les rembourser aux ayants droit au bout du processus. Cette mission première, nous la poursuivons depuis notre création en 1849. En évoluant avec notre temps pour offrir le meilleur service possible aux citoyens et institutions publiques/privées qui nous sollicitent. C'est d'ailleurs dans cette optique que nous avons lancé e-DEPO, notre application qui permet une gestion 100% digitale des dossiers de dépôts.

Chez nous, tout citoyen ou institution publique/privée retrouve toujours les fonds le concernant. Une réalité rendue possible par notre mode d'identification basé sur le numéro de registre national (particuliers) ou le numéro d'entreprise (institutions). Ces données étant inchangeables à travers le temps, nous pouvons proposer des solutions adaptées lorsqu'un citoyen ou une institution publique/privée a une obligation légale ou contractuelle de déposer de l'argent en garantie. Mais aussi lorsque une institution publique doit verser une somme à une autre institution ou à un citoyen (plus de soucis lorsque le compte bancaire renseigné n'est plus actif, plus de gestion des numéros de compte bancaires, ...).

La gestion des dépôts qui nous sont confiés est une chose, comment nous les mobilisons en est une autre. Avec les fonds que nous gérons à hauteur de 4,1 milliards d'euros, nous nous devons de financer les besoins des entités dont les comptes sont consolidés. En cas de nécessité, nous pouvons également prêter aux institutions publiques (1,2 milliards d'euros ont d'ailleurs été dégagés pour la Région wallonne pour lui permettre de se reconstruire après les inondations dont elle a été victime de l'été 2021). Avec la volonté sous-jacente que cela profite aux citoyens. C'est aussi ça, la Caisse des Dépôts et Consignations.

FAITS MARQUANTS

ADAPTATIONS I ÉGALES

2021

Loi portant des dispositions financières diverse du 27 juin 2021

- Cette loi a modifié l'article 17 de la loi du 11 juillet 2018 ("loi CDC") de manière telle que le nouvel article 17 autorise désormais les placements et investissement des sommes consignées à la CDC dans des instruments financiers émis par toute unité d'administration publique (au sens du SEC). Il s'agit donc de l'Etat, des communautés, régions, provinces, communes, entreprises publiques, ...
- Par **l'insertion d'un nouvel article 19/1 dans la "loi CDC"**, cette loi diverse introduit également la possibilité, pour la Caisse des Dépôts et Consignations, de libérer les fonds au profit du consignateur en matière de cautionnement solidaire :
 - 15 ans après la constitution du cautionnement quand celui-ci a été exécuté sur base du chapitre 2, section 3, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;
 - o 10 ans après la réception provisoire des travaux ou à défaut 15 ans après la constitution du cautionnement quand celui-ci a été exécuté sur base de l'article 3 de l'arrêté royal du 21 octobre 1971 portant exécution de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction (« Loi Breyne »).

TENDANCES

2021

- 40 Mns €

En comparaison de 2020, versés en consignations après faillites, ce qui reflète indirectement la non-augmentation du nombre de faillites en période Covid

+ 37 Mns €

En comparaison de 2020, sont cautionnés en garanties locatives (25.000 dossiers actifs pour 5000 en 2020), chiffres qui reflètent le succès du service simplifié proposé

- 624 Mns €

En comparaison de 2020, fonds relatifs à des dossiers hors e-DEPO, ce qui reflète indirectement notre travail de migration et d'assainissement de dossiers 322.172

Dossiers actifs migrés des anciennes applications vers e-DEPO, autrement dit disponibles en ligne pour nos clients

407.626

Clients uniques qui ont utilisé notre offre de service digitale et automatisée au maximum "e-DEPO"

10.937

Dossiers de cautions solidaires de type "loi Breyne" et de type "marché public" clôturés issus des anciennes applications lors du travail préalable à la migration vers e-DEPO

e-DEPO

EVOLUTION

Nombre de dossiers dans e-DEPO +1600%

Au 31 décembre 2021, le nombre de dossiers dans e-DEPO était 17 fois supérieur à celui du 31 décembre 2020.



Capitaux dans e-DEPO +450%

Au 31 décembre 2021, les capitaux dans e-DEPO étaient 5,5 fois supérieurs à ceux du 31 décembre 2020.



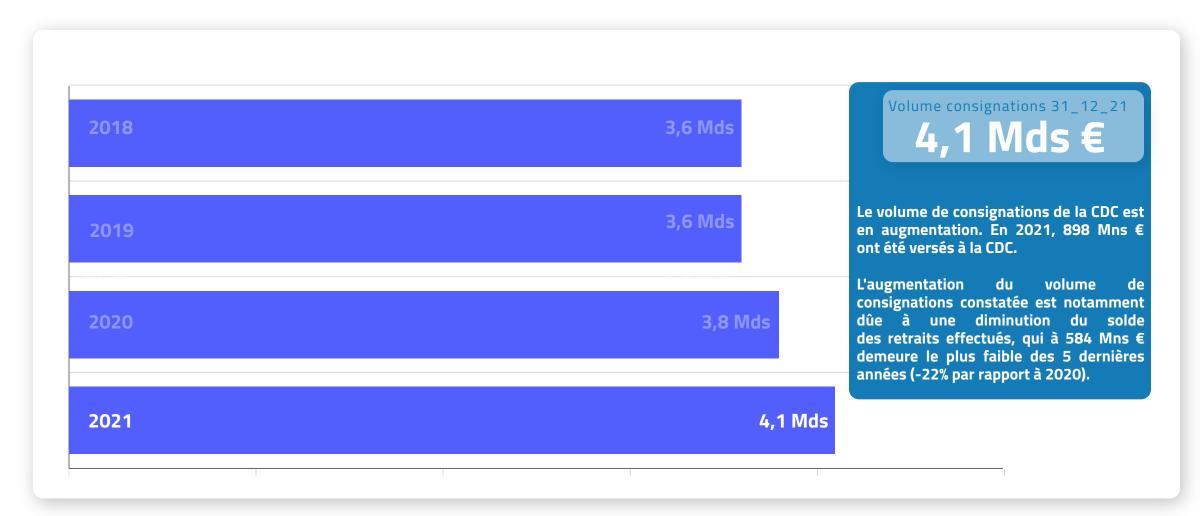
La Caisse des Dépôts et Consignations réceptionne des consignations sous différentes formes

Consignations en espèces

Consignations en titres

Consignations solidaires*

VOLUME DE CONSIGNATIONS (€*)



ESPÈCES DANS E-DEPO

| | Solde 31-12-20 | Solde 31-12-21 |
|---|------------------|------------------|
| TITULAIRES INTROUVABLES | 2.585.991,43€ | 28.246.724,66 € |
| CAUTIONS DE TYPE LICENCE TRANSPORT | 11.466.040,98€ | 18.734.502,27€ |
| AVOIRS DORMANTS | 139.949,13€ | 277.095.552,74€ |
| GARANTIES LOCATIVES | 13.593.487,41 € | 51.246.627,71€ |
| CAUTIONS DE TYPE MARCHÉ PUBLIC | 112.505.880,39 € | 171.198.729,52 € |
| CAUTIONS DEMANDÉES PAR UNE INSTANCE PUBLIQUE | 51.426.712,21€ | 84.095.996,63€ |
| AUTRES CONSIGNATIONS | 192.164,08 € | 224.887.428,85 € |

ESPÈCES DANS E-DEPO

| | Solde 31-12-20 | Solde 31-12-21 |
|--------------------------------------|----------------|-----------------|
| CAUTIONS DIVERSES | 1.593.796,14€ | 2.309.831,57€ |
| SOCIÉTÉS LIQUIDÉES OU EN LIQUIDATION | 11.637.965,96€ | 44.385.779,32€ |
| CAUTIONS DE TYPE JEUX DE HASARD | 661.771,32€ | 5.397.370,65€ |
| FONDS APRÈS FAILLITE | 801.362,37€ | 3.776.908,91€ |
| CAUTIONS DE TYPE LOI BREYNE | 3.531.257,80€ | 4.720.977,97 € |
| CANTONNEMENTS | 1.921.002,67€ | 167.767.954,02€ |
| COMPTES DE DÉPÔT | I | 86.327.597,23€ |

ESPÈCES HORS E-DEPO

Solde 31-12-20

Solde 31-12-21

DOSSIERS NON MIGRÉS DANS E-DEPO (POUR CATÉGORIES EXISTANT DANS L'APPLICATION)

2.280.311.584,3 € (dont 567.814.313,99 € 1.655.866.795,54 € (dont 295.750.379,07 € d'avoirs dormants)

d'avoirs dormants)

DÉMATERIALISATION - TITRES VENDUS

190.812.663,38€

187.735.641,13€

FAILLITES & ASSIMILES

1.104.689.130,19€

1.065.138.412,37€

TITRES HORS E-DEPO

| | Solde 31-12-20 | Solde 31-12-21 |
|---|-----------------|-----------------|
| DÉPOSSESSIONS | 261.353,00 € | 301.859,00€ |
| CONSIGNATIONS | 1.061.190,96€ | 1.030.270,67€ |
| CAUTIONNEMENTS | 161.663.173,93€ | 160.632.413,57€ |
| DÉMATÉRIALISATION - TITRES NON- VENDUS | 5.144.655,06 € | 5.106.709,87€ |

MONTANTS PERÇUS POUR COMPTE DE L'ETAT

| | Recettes 31-12-20 | Recettes 31-12-21 |
|---------------------------|-------------------|-------------------|
| AMENDES DÉMATÉRIALISATION | 2.830.429,83€ | 2.648.178,34€ |
| DROITS D'ADMINISTRATION | 446.618,92€ | 656.184,54€ |
| PRESCRIPTIONS | 746.016,16€ | 532.430,27 € |
| INTÉRÊTS | 0€ | 0€ |

TAUX D'INTÉRÊT

O%
Taux d'intérêt
à payer durant
l'année 2021

Depuis le 1er octobre 2016, toutes les catégories de consignations, dépôts et cautionnements bénéficient du même taux d'intérêt, qui est égal au rendement des OLO avec durée résiduelle d'un an, mais s'élève à minimum 0%.



| | Solde 31-12-20 | Solde 31-12-21 |
|--------------------------|-----------------------|----------------|
| INTÉRÊTS PAYÉS | 6.036.500€ | 6.101.177€ |
| GESTION TITRES & DEVISES | 207.334 € | 178.608€ |
| TAXES COMPTES-TITRES | 0€ | 294.906€ |



